

# Pour les Etats Socialistes d'Europe et du Monde

## ON NE MANGE PAS L'ACIER

« On ne mange pas l'acier », c'est une vérité de La Palice, mais c'est aussi le titre d'un article d'une revue financière américaine, qui explique qu'en effet l'Europe est bien malheureuse, souffre des privations et que les Etats-Unis se doivent de lui venir en aide. Cependant l'article précise que ce qu'il faut donner aux Européens c'est de quoi manger et que des produits industriels ne leur seraient d'aucun secours puisque comme chacun le sait : on ne mange pas l'acier.

L'esprit de l'article entre aujourd'hui dans la pratique. On sait en effet que l'aide temporaire accordée à l'Europe ne comprendra que les produits sélectionnés par une commission américaine. Pour l'instant il s'agit essentiellement de blé, d'essence, de charbon, de matières grasses et de coton.

### La lutte de l'impérialisme américain pour la domination mondiale

Ainsi s'exprime dans les faits la loi capitaliste de la concurrence : l'impérialisme américain veut trouver les débouchés nécessaires à sa production et en même temps empêcher sur le reste du globe qu'un concurrent subsiste. Pour cela il s'oppose à la reconstitution du potentiel industriel en Europe pour appliquer son plan de conquête du marché mondial, par les pressions diplomatiques, la contrainte économique et par la guerre si c'est nécessaire.

Une telle politique, qui a pour conséquences : la disparition de l'industrie non-américaine, le chômage, qui suppose l'écrasement des forces ouvrières révolutionnaires et finalement conduit tout droit à la guerre, c'est la politique du capitalisme, c'est la grande catastrophe pour l'humanité toute entière.

Contre cet immense danger qui est le dilemme historique de notre époque, une seule force est capable de se dresser en apportant les véritables solutions à la crise mondiale, c'est la force de la classe ouvrière internationale qui détruisant le régime capitaliste et ses contradictions criminelles, imposera l'organisation socialiste de la production.

### La crise de l'impérialisme français

Voyons en France comment se pose le problème. La bourgeoisie française qui avait jusqu'à la guerre de 14 joué, dans le monde un rôle prépondérant, cherche désespérément au lendemain de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, malgré un recul énorme, à sauver ce qui lui reste d'influence.

Elle s'efforce pour cela de maintenir ce qui reste de son Empire colonial par une guerre ruineuse en Indochine et la répression sanglante à Madagascar et en Afrique du Nord.

Elle tente de reconstruire et moderniser son appareil de production. Elle cherche même dans une certaine mesure de retrouver des débouchés et un marché extérieur. Mais en face de sa volonté se

dressent les contradictions internes du régime capitaliste. Tous les plans économiques sont jusqu'ici restés lettre morte, car le moteur de la production reste le profit, et au lieu de reconstruction, c'est la pagaille, le déficit grandissant, l'inflation galopante. Pour trouver l'argent, pour acheter des machines, les capitalistes doivent abaisser continuellement le niveau de vie des travailleurs, dans ce domaine, ils se heurtent aux ouvriers en lutte contre la surexploitation.

### Seule la lutte révolutionnaire peut surmonter la crise

Les peuples coloniaux qui combattent pour leur liberté sont un autre obstacle à sa volonté.

Ainsi la classe ouvrière française qui cherche à éviter de tomber sous la domination américaine ne peut le faire que d'une façon sporadique et inefficace.

La classe ouvrière en France comme ailleurs, a le moyen de s'opposer au danger que représenterait la conquête du monde par les U.S.A., mais d'une façon radicalement opposée à ceux de la bourgeoisie.

Les peuples coloniaux ont raison de lutter contre l'occupation française dans leur pays, pourtant ils affaiblissent la France face à l'Amérique.

Les ouvriers de France ont eu raison de faire 3 semaines de grève pour leurs conditions d'existence bien que la perte de production représente une année de crédit du plan Marchal et augmente le besoin d'emprunt.

Ils ont raison car leur lutte n'est pas une défense du capitalisme français contre le concurrent américain, mais une lutte pour abattre le régime capitaliste lui-même et ceci ne se conçoit pas dans le cadre national mais au contraire nécessite l'organisation de l'interdépendance économique de tous les pays que seuls les ouvriers maîtres de l'Etat pourront réaliser rationnellement par la constitution des Etats-Unis Socialistes d'Europe et du monde.

### L'internationalisme nécessité révolutionnaire

L'internationalisme de la classe ouvrière n'est pas seulement sentimental ou même tactique parce que les travailleurs n'ont pas fait exprès de naître à Rome, Paris, Londres, Berlin ou New-York et qu'ils y sont partout des exploités, mais il est aussi l'expression du fait que les progrès des moyens de production sont tels qu'en même temps qu'ils nécessitent la destruction du régime capitaliste basé sur le profit, ils brisent aussi de plus en plus les cadres nationaux rendant indispensable des échanges mondiaux. Et il se trouve que la tâche historique de vaincre la classe bourgeoise pour briser le régime capitaliste et organiser harmonieusement les forces productives incombe à la classe ouvrière.

On ne peut que paralyser son action en l'enfermant dans la théorie de la lutte pour l'indépendance nationale qui est une utopie réactionnaire.

## "Front Ouvrier" doit paraître ! Il paraîtra

Notre journal n'est pas paru depuis plusieurs mois. C'est ce qui a permis à des gens bien intentionnés toujours prêts à jouer les fossoyeurs de dire que la tendance syndicaliste révolutionnaire au sein de la C.G.T. n'existe pas.

En réalité, notre tendance est bien vivante. Dans les fédérations dans les usines, elle se manifeste et ses militants jouent un rôle important. Avant la grève, des tracts ou des journaux de fédérations qui définissaient l'orientation de « Front Ouvrier » ont été sortis :

Chez Renault,  
Chez les postiers,  
Chez les cheminots,  
Au Métro,  
Chez Citroën,  
Chez Chausson, etc.

Durant les grèves, les camarades de « Front Ouvrier » ont presque tous été élus aux comités de grève de leurs entreprises, nombreux sont ceux qui ont eu un rôle dirigeant.

Ce qui n'existait pas en réalité c'était l'argent nécessaire pour sortir notre journal pourtant bien petit. Il nous a manqué avant et

pendant la grève pour tier les luttes que menaient nos camarades dans les diverses corporations.

Aujourd'hui il importe de tirer les leçons du grandiose mouvement gréviste et faire face au coup très rude de la scission, pour préparer des luttes qui seront victorieuses. Conscients de la gravité de la situation, les camarades de la Région Parisienne ont fait un effort exceptionnel pour sortir ce numéro.

Il faudra que notre journal continue à paraître et pour cela en rassemblant les modestes possibilités de chacun, obtenir un financement régulier.

Nous pensons que les camarades de province feront le même effort que Paris et surtout nous pensons que chaque salarié conscient fera autour de lui tous les efforts pour faire connaître « Front Ouvrier » pour le vendre d'avantage, pour faire de nombreux abonnés et pour organiser des souscriptions de soutien.

Il y va de la vie de notre journal.

C'est l'issue des prochains grands combats qui est en jeu.

# Un seul Syndicat

(Suite de la première page)

### Résolution

Le Conseil d'Administration de la Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne réuni le 22 décembre 1947 marque sa volonté irréductible de sauvegarder l'unité syndicale, arme essentielle des travailleurs.

Constatant la nécessité de trouver les moyens pratiques de rassembler les travailleurs dans une seule organisation pour la reconstruction immédiate de la C.G.T. dans toute sa puissance,

Décide la création d'un Comité d'organisation d'un Congrès des Employés de la Chambre Syndicale paritairement composé de deux camarades de chacune des trois tendances : « Vie Ouvrière », « Force Ouvrière » et « Front Ouvrier » et chargé de l'organisation matérielle démocratique du Congrès.

La préparation du Congrès sera assurée par la diffusion d'un « Employé Parisien » où chaque tendance disposera de la même surface d'expression.

Dans chaque sous-section, qu'elle soit restée à la C.G.T. ou qu'elle ait rejoint « Force Ouvrière », les camarades de toutes tendances membres de la C.G.T. seront appelés, sous le contrôle du comité d'organisation, à se prononcer sur l'unité, les conditions démocratiques de cette unité et l'orientation permettant de rassembler dans l'action les syndicats de toutes les tendances.

Appelle tous les syndicats d'Employés et d'autres professions à manifester la volonté d'unité de leurs militants responsables et à réaliser, par ces mêmes méthodes démocratiques, à tous les échelons : syndicaux, fédéraux et confédéraux, la rénovation et le renforcement de l'Unité syndicale.

### Ne pas accepter la scission

Devant le refus des majoritaires et leurs affirmations que rien « n'était changé », que la C.G.T. continuait, affirmations voilant les yeux des travailleurs sur la réalité, ces deux camarades ont fait la déclaration suivante :

Les camarades soussignés, membres du Conseil d'Administration de la Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne,

Prenant acte du refus de la majorité du Conseil d'Administration de la Chambre Syndicale de convoquer un congrès extraordinaire démocratique, appelé à se prononcer sur l'unité syndicale et l'orientation de la Chambre Syndicale,

Prenant acte également de la volonté ainsi clairement affirmée pour cette majorité d'accepter l'état de fait de cette scission,

Condamnent comme un crime contre la classe ouvrière tout entière la scission décidée bureaucratiquement dans une assemblée non représentative de « Force Ouvrière », avec l'accord tacite de la majorité confédérale,

Enregistrent l'état de scission sur le plan matériel; mais, faisant état de l'affirmation publique faite par « Force Ouvrière » que la nouvelle Centrale Syndicale conservera l'orientation fondamentale et les buts de la C.G.T.,

Refusent de reconnaître comme un fait accompli et irréparable la rupture de l'unité syndicale.

Appellent instamment tous les militants syndicalistes sincères à maintenir chaque fois qu'il sera possible, l'unité des sections syndicales dans le cadre des entreprises; sinon, de faire obstacle à l'esprit de scission par tous les moyens, dont :

La création des comités de coordination inter-syndicaux,

Le maintien de contacts permettant de lutter efficacement contre l'esprit de sectarisme haineux qui risque de s'instaurer entre adhérents des deux Centrales Syndicales, et la préservation envers et contre tous de l'unité d'action syndicale en attendant les conditions favorables à la conclusion d'une nouvelle Charte d'Unité.

L'Administrateur :  
Madeleine KANN

CARRÉ-PIERSON, imprimeurs  
35, bd de Strasbourg, Paris-10<sup>e</sup>

# Valeur d'un programme

Il est incontestable que le sentiment de tous les salariés qui ont fait la grève c'est d'avoir manqué leur but, qui était d'obtenir, non pas une augmentation quelconque, mais la garantie que leur salaire une fois établi au niveau du coût de la vie, leur pouvoir d'achat serait maintenu grâce au rajustement automatique.

Si les grévistes ont tous compris à la fin de leur mouvement que c'était cela l'essentiel, le gouvernement lui, l'avait compris depuis bien longtemps. Il avait compris que le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs par l'application de l'échelle mobile était une attaque directe aux profits grandissants des patrons par la hausse des prix; il aurait compris aussi que si une telle mesure était arrachée, jamais les travailleurs n'accepteraient de lui faire confiance pour l'appliquer et, qu'immanquablement, ils poseraient la question de son remplacement par un gouvernement des travailleurs eux-mêmes.

Ainsi, réclamer simplement de quoi vivre est devenu quelque chose d'intolérable pour le patronat, c'est mettre en cause tout son système d'exploitation et c'est ce qui permet de comprendre pourquoi, pour vaincre, la grève générale était nécessaire.

Le malheur c'est que du côté ouvrier ces problèmes ne sont devenus clairs qu'au moment où le mouvement était devenu déjà en déclin. Nous pensons que précisément le rôle des chefs de la classe ouvrière était de fixer clairement les revendications des salariés. Par exemple de dire sans aucune réticence que les travailleurs devaient dans tous les cas lutter pour que soit maintenu intégralement leur pouvoir d'achat.

Connaissant bien la situation, nos dirigeants devaient expliquer aussi ce que représentait une telle revendication. Montrer précisément que malgré sa légitimité, il s'agit en effet de réclamer de pouvoir manger aujourd'hui autant qu'hier, les classes possédantes, dans leur volonté de maintenir et d'accroître leurs profits, livreraient un combat sans merci pour s'y opposer.

Les exemples vivants n'ont pas manqué pour montrer combien était illusoire tous les « acomptes provisionnels », toutes les augmentations d'un pourcentage limité. C'était seulement, ayant fait comprendre à toutes les catégories de salariés quel était le but à atteindre, qu'il était passible de montrer que pour cela il fallait préparer une lutte commune. Mais les dirigeants syndicaux sont loin d'avoir posé ainsi les problèmes.

Pour Jouhaux et « Force Ouvrière », la question ne se posait pas puisque dès le début il a proclamé que les propositions du gouvernement étaient acceptables. Par ailleurs on peut dire qu'il n'a pas « la responsabilité d'avoir mal dirigé le combat » puisque tous ses efforts ont porté au contraire pour empêcher et briser le mouvement.

Les dirigeants de la grève ont été en réalité ceux de la majorité confédérale. C'est eux qui en fixant des objectifs clairs pouvaient mener le mouvement à la victoire.

Or en fait d'objectifs alors que 4 millions de travailleurs avaient arrêté le travail, ils mettaient encore au premier plan les 25 %, au 10<sup>e</sup> jour de grève, la Vie Ouvrière en première page, portait en titre énorme : « Nos 25 % ».

O nous dira : « mais le redressement a été opéré puisqu'à la fin l'accord était mis sur la garantie du pouvoir d'achat ». Ce n'est pas un argument mais au contraire une constatation accablante. C'était non seulement au déclinement du combat mais aussi bien avant qu'il fallait en déterminer l'objectif. Or précisément, les 25 % n'ont pas été une erreur tactique mais la conséquence logique de tout un passé d'une orientation radicalement fautive de la direction syndicale.

Depuis des mois et des années, au lieu de préciser le caractère anti-capitaliste de la lutte pour le pouvoir d'achat, sa propagande n'a fait que semer des illusions sur les possibilités pour les travailleurs d'améliorer leurs conditions d'existence dans le cadre du régime capitaliste. Ce fut il faut le rappeler les slogans tels que : « produire produire; la production fera baisser les prix », « la production accrue, c'est le bien-être pour tous »; « augmentez votre paye par le rendement et le boni à outrance »; « les heures supplémentaires servent la production et améliore la paye ».

Et logique avec cette orientation André Lunet pouvait écrire dans

la Vie Ouvrière pour le 4<sup>er</sup> mai 1946 :

« En effet, actuellement une augmentation nominale des salaires, sans une augmentation proportionnelle du volume des marchandises mises sur le marché, aboutirait inexorablement à l'augmentation des prix, au développement du marché noir, à l'inflation ruineuse pour le pays et pour les salaires. »

Tous ces arguments faux, que l'on retrouve aujourd'hui mot pour mot sous la plume des journalistes de la bourgeoisie agitant son cycle infernal, ont paralysés les travailleurs et finalement ont empêché la mobilisation pour la grève générale.

Ce que veulent tous les travailleurs est bien simple :

1<sup>o</sup> Le salaire minimum vital qui servira de base pour toute la hiérarchie (ramenée aux coefficients de 1936), doit être fixé en fonction de l'augmentation des prix. (Avec les indices officiels — certainement truqués — ça donnait, au 1<sup>er</sup> novembre 1947, 16.000 fr.)

2<sup>o</sup> Ce salaire une fois déterminé, sera garanti contre toute nouvelle hausse par l'échelle mobile c'est-à-dire un rajustement proportionnel automatique, sur la base des indices déterminés par les organisations ouvrières (les pensions et retraites subissent exactement le même rajustement).

3<sup>o</sup> Pour appliquer ces mesures, les travailleurs, par le contrôle ouvrier permanent sur les livres de comptes des patrons, de la production à la consommation, auront connaissance des prix et s'opposeront à toutes spéculations et au mensonge du cycle infernal.

Ces revendications étaient capables de mobiliser tous les travailleurs du pays dans un combat commun. Malgré les nouvelles grandes difficultés qui ont surgi, elles seront capables encore, de resouder le front de la classe ouvrière contre les patrons, leur gouvernement et leur régime capitaliste.

J. LEFÈVRE

## Une orientation saine

(Suite de la troisième page)

L'heure de l'action. D'un côté de la barricade, ceux qui trahissent, ceux qui, comme champions de l'Unité syndicale, quittent les rangs de la Fédération Postale. De l'autre, ceux qui luttent pour la réalisation d'un programme hardi et clair.

Il est certain que notre tâche ne fut pas aisée dans les organismes de lutte bureaucratiques par les majoritaires. C'est ainsi que nous fûmes amenés à proposer les premiers, des méthodes organisationnelles propres à élargir le mouvement, telles que la commission régionale de propagande, la formation sur le plan local de comités intercorporatifs et l'appel à la grève générale. Les majoritaires nous suivirent sur la première proposition.

Mais Eugène Hénaff refusait de prendre la responsabilité de lancer le mot d'ordre de généralisation des luttes alors qu'il optait pour la formation de comités locaux « inter », dépassés dans cette phase de début de descente du mouvement que seule l'entrée en lice de troupes fraîches pouvaient faire rebondir.

Lorsque le mirage de la grève Métro-U.G.F.F. fut passé, lorsque nombre de nos camarades rentraient au travail parce que fatigués d'un combat vide d'objectifs (Frachon discutant avec Schuman sur la base des 1.500 fr. d'acompte), les divergences s'accrochèrent entre les majoritaires et le « F.O. Postal ».

Pendant 4 jours deux directions se heurtèrent tant au Comité Régional de grève que dans les Comités locaux où nous étions. Les militants du « F.O. Postal » s'acharnèrent malgré les injures telles qu'« agents du gouvernement » (Fleury, sic...), à prouver devant les camarades en lutte que, même si notre mouvement était battu, il fallait dès à présent préserver nos forces pour les combats futurs en rentrant tous en bloc. Nous dégageons notre responsabilité d'une débandade dont la direction avait la responsabilité.

Pourtant il est vrai que malgré notre ligne conséquente, malgré notre dynamisme, nous n'avons pas pu conclure ce mouvement par une victoire. Notre influence était certaine dans les organismes de lutte, mais l'impréparation de la grève, la trahison des uns et l'incapacité des autres pesaient trop lourd. Pour nous, la valeur de cette grève est celle d'une importante étape où le « F.O. Postal », libéré de l'emprise réformiste, se renforcera de cette avant-garde qui a si magnifiquement combattu.

Georges MOUGARD